Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2019)

Heft: 2234

Artikel: La Suisse dans l'euro, exercice de politique-fiction monétaire : face à la dégradation conjoncturelle, que faire?

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019982

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

technologies novatrices sont jugées particulièrement prometteuses dans deux domaines: l'automatisation intégrale de l'exploitation ferroviaire, du moins dans le transport des marchandises (DP 2197) et l'identification précoce des risques de tous ordres ainsi que des besoins en matière de maintenance préventive. Sachant que l'innovation et la complexité, par exemple pour les matériels roulants, peuvent réserver des surprises désagréables comme on le voit présentement avec les nouveaux trains à deux étages.

Effets de la méthode de *«planification roulante»*, la succession et la superposition de programmes de développement de l'infrastructure ferroviaire entraînent la multiplication de tâches et de procédures souvent complexes, en particulier pour assurer les approbations et les contrôles nécessaires, sans parler des rapports et décomptes à fournir. Pour maîtriser l'étape 2035, l'Office fédéral des transports estime avoir besoin de 14 postes nouveaux. Difficile de savoir si cet effectif supplémentaire pourra réellement suffire, en cas d'octroi par un Parlement toujours prêt à chipoter sur la création de postes dans l'administration fédérale. Pour ne rien dire de la réputation de l'OFT en matière de surveillance et de *controlling*, entamée par l'indolente gestion de Car Postal pendant des années.
Victimes heureuses de leur succès, les CFF et plusieurs compagnies privées doivent organiser pratiquement l'augmentation de leur offre de transport tout en fonctionnant avec un réseau en bonne partie surchargé. Les chantiers en cours et à venir représentent de sérieux défis pour l'exploitation des parcours concernés et la stabilité des horaires. Bonne chance aux usagers.

La Suisse dans l'euro, exercice de politique-fiction monétaire

Face à la dégradation conjoncturelle, que faire?

Jean-Pierre Ghelfi - 31 janvier 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/34450

Domaine Public est un hebdomadaire sérieux et doit le rester. Les réflexions qui suivent peuvent paraître fantaisistes à la première lecture. Mais sont-elles si farfelues?

Avant d'y venir, posons le décor. La dégradation de la conjoncture économique internationale au cours de cette année est possible sinon probable. La plupart des institutions et organismes qui émettent des pronostics se basent sur les avis recueillis auprès des entreprises. Leurs conclusions concordent: 2019 sera moins bien que 2018. Les prévisions pour la Suisse vont dans le même sens.

Quelles pourraient en être les conséquences pour notre économie? Son dynamisme, on le sait, dépend pour une bonne part des exportations. Le ralentissement ailleurs aura mécaniquement des répercussions ici.

Bien des sociétés sont parvenues à sortir la tête de l'eau après le choc qu'a constitué l'envolée du franc avant 2011, puis après la décision de la Banque nationale suisse (BNS) d'abolir le cours plancher du franc par rapport à l'euro le 15 janvier 2015. Le redressement intervenu depuis lors doit beaucoup à la capacité d'innovation des entreprises. Il le doit aussi à la politique de la BNS qui a massivement émis de la monnaie pour stabiliser le cours du franc et permis d'éviter à notre économie d'être asphyxiée (DP 2215).

Quelques chiffres

Le recul attendu de l'activité économique dans le monde en 2019 aura-t-il des répercussions sur la valeur du franc? La réponse est ouverte. Il se pourrait qu'une dégradation de la conjoncture n'ait pas d'incidence majeure. En revanche, si le ralentissement est plus prononcé que prévu, ou s'il persiste, la situation pourrait prendre un tour analogue à celui que nous avons connu après la crise financière de 2007-2008.

On ne peut donc pas exclure que le franc suisse, eu égard aux incertitudes politico-économiques dans le monde, soit à nouveau considéré comme une valeur refuge. Ce n'est qu'une hypothèse. Il vaut néanmoins la peine d'en analyser les conséquences, car le contexte de 2019 (ou 2020) est très différent de celui postérieur à la dernière crise. En particulier, la BNS, qui a éprouvé de grandes difficultés à garder sous contrôle la valeur du franc, ne pourrait injecter aussi massivement des liquidités.

Quelques chiffres pour fixer les ordres de grandeur. Le total du bilan de la BNS atteignait 89 milliards en décembre 2000, 164 milliards en décembre 2009 et 827 milliards en novembre dernier (dernier chiffre connu). De plus, pour enrayer la hausse du franc, la BNS a également introduit un taux d'intérêt négatif de 0,75% sur les montants obligatoirement déposés auprès d'elle par les instituts financiers.

Rester spectatrice

De quels moyens la Suisse dispose-t-elle pour faire face à une détérioration de la situation économique au plan international qui entraînerait des répercussions sur la valeur de notre monnaie?

En principe, la gestion de la politique conjoncturelle est du ressort de la Confédération. Elle a à la fois les compétences légales et les moyens financiers pour intervenir. Mais le fera-t-elle? Elle n'a pas levé le petit doigt à la suite de la crise financière. Elle s'est comportée comme si de rien n'était, engrangeant des excédents de recettes et réduisant la dette publique. C'est-à-dire le contraire de ce qui aurait été nécessaire pour relancer une conjoncture déprimée. Agira-t-elle autrement en cas de nouvelle récession? On peut craindre qu'elle continue à rester passive.

De son côté, la BNS peut en principe continuer de créer des liquidités. Mais pas dans la même mesure qu'elle l'a fait jusqu'à présent. Pour deux raisons. D'une part, sa marge de manœuvre s'est réduite pour les raisons mentionnées plus haut. D'autre part, les marchés financiers le sachant, ils ne seront plus impressionnés par sa *«détermination à défendre le cours du franc»*.

Quant à fixer des taux d'intérêt encore plus négatifs (par exemple, passer de -0,75% à -1,5%), n'en parlons pas. Les taux actuels donnent déjà lieu à tant de critiques de la part des assureurs, des caisses de pension et des épargnants en général, qu'une nouvelle détérioration de leur *«rémunération»* provoquerait une levée de boucliers. On peut aussi oublier l'idée d'un contrôle des changes. Cette mesure n'est pas concevable dans un pays qui entretient des relations commerciales et financières très étroites avec le reste du monde.

Nous prendre sous son aile

C'est là que se présente cette idée singulière: décider d'arrimer notre monnaie à l'euro. Une telle suggestion est même impossible: la Suisse n'est pas membre de l'Union européenne, elle ne peut donc pas faire ce choix. Même si elle le pouvait, l'idée susciterait des vagues d'oppositions. Pas touche à notre monnaie, symbole de notre indépendance et de notre souveraineté! Pas question de sacrifier le franc, garant de la valeur de nos biens et de nos économies!

Pas besoin de faire un tableau pour nous convaincre que ce projet, à peine ouvert, doit être remballé. Pourquoi alors en parler? Pour une raison disons pédagogique. Si la Confédération ne veut pas, si la BNS ne peut plus, quelle autre solution nous reste-t-il? Soit nous laissons le franc reprendre de la hauteur, avec les conséquences prévisibles. Soit nous demandons à l'euro de nous prendre sous son aile

pour retrouver une mer plus calme.

100’000 emplois perdus

Mais cette fois, on ne pourrait plus se contenter de simplement rattacher unilatéralement le franc à l’euro. La BNS l’a tenté en 2011 en faisant savoir que le cours du franc par rapport à l’euro ne devait pas être inférieur à 1,20 franc. Mais en 2015, elle a dû y renoncer. Un nouvel essai serait probablement d’autant moins concluant que la première tentative a vite avorté. Ce n’est donc plus un rattachement qu’il faut envisager, mais bien une adhésion.

Aussi saugrenue que cette idée puisse paraître, elle permet de prendre – un peu – la mesure du problème auquel nous pourrions à nouveau être confrontés. Problème qui n’a rien de théorique puisqu’on estime que la hausse du franc postérieure à la crise de 2007-2008 a entraîné, en dépit des interventions de la BNS, la perte de 100’000 emplois dans le pays.

Réfléchir à une situation future possible, ainsi qu’aux mesures à envisager le cas échéant, n’est jamais inutile. Et si vous avez une meilleure idée, n’hésitez pas à en faire part!

Pourquoi le PS s’en sort mieux en Suisse

La gauche entre concordance et durcissement

Wolf Linder - 03 février 2019 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/34478

Dans de nombreux pays européens, la social-démocratie lutte pour sa survie. Mais en Suisse où le PS attire depuis deux décennies environ 20% de l’électorat et reste la deuxième formation du pays, son deuxième siège au gouvernement est solide et il a plutôt renforcé son influence. Pourquoi?

Deux raisons principales expliquent les défaites électorales des gauches européennes. D’une part, elles ont perdu le soutien d’une partie des ouvriers et des employés, leur base électorale traditionnelle, le plus souvent au profit des partis nationalistes conservateurs. D’autre part, les sociaux-démocrates paient leur soutien à la politique européenne de libre échange et de libre circulation des personnes. Une politique dont ils n’ont pas su voir qu’elle saignait les régions industrielles et générait de trop nombreux perdants de la globalisation.

Comme la gauche européenne, le PSS a vu s’amenuiser sa base électorale d’antan. Mais ce phénomène s’est produit déjà dans les années 1970/80, lorsqu’il a perdu un cinquième de son électorat. Néanmoins le PSS a su se profiler comme le représentant des salariés bien formés du secteur tertiaire. Et localement, il a réussi à attirer les urbains par une nouvelle politique sociale pragmatique (par exemple la prise en charge des enfants) répondant aux besoins des jeunes actifs.

Le PSS profite des divisions du bloc bourgeois

Comment un parti peut-il disposer aujourd’hui de plus d’influence qu’il y a 20 ans, alors même qu’il n’a pas progressé électoralement? Tout simplement parce que le bloc bourgeois est divisé. Lors des élections au Conseil des Etats, l’UDC ne trouve pas d’alliés et perd. Le PSS en a profité pour passer de 5 à 12 sièges dans la Chambre des cantons, alors que l’UDC a dû se contenter de ses 5 représentants. Les conflits entre l’UDC et les partis bourgeois ont conduit dans une certaine mesure à un paysage parlementaire tripolaire: la gauche, le centre et la droite. La gauche qui auparavant se retrouvait